

Assemblée des délégués du PS60+ du 24 janvier 2026 à Berne

Chères et chers camarades,

Pour ne pas alourdir le texte par les tirets, les points ou les astérisques qu'impose l'écriture inclusive, je vous prie de bien vouloir lire, « délégué » comme « déléguée et délégué » et accepter la forme masculine que je ne veux pas dominante pour autant.

En introduction de mes comptes rendus, je m'autorise souvent quelque digression, une manière de pas de côté.

En ce début d'année, il est encore temps de vous adresser mes vœux :



Photo Josiane L., val d'Anniviers, 30.06.2025

Cet arc-en-ciel, messager d'espérance, pour vous souhaiter une nouvelle année de solidarité et d'amitié partagée.

Au premier jour de l'an, les vœux échangés n'ont pas épargné de nombreux parents et leurs familles que le tragique incendie de Crans-Montana a plongés dans un deuil cruel ou dans l'angoisse et l'inquiétude au chevet de leur enfant, grièvement brûlé.

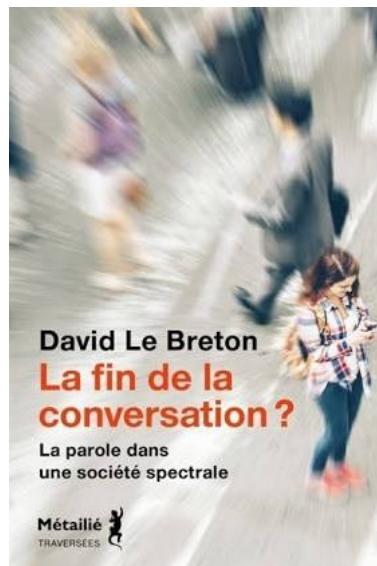
Tous ces jolis noms, choisis avec amour par des parents à la naissance de leurs enfants, qui ne devraient pas figurer sur les pierres tombales des cimetières de ma commune de Lutry et de communes proches : Alix, Alicia, Diana, Arthur, Nathan, Guillaume, Trystan, Noa, Stiven, Vivian, Alice, Maxime, Dalia, Pablo, Léo, Joaquim, Zélie, Ben, Benjamin, Léonard, et encore, tous les noms d'enfants d'ailleurs et de plus loin que je ne connais pas et dont la vie a été si cruellement brisée.

Ce drame a révélé combien la solidarité et le « faire communauté » sont des piliers

du vivre ensemble, comme l'a judicieusement rappelé notre camarade Mathias Reynard, Président du Conseil d'Etat du Valais. Je tiens à relever combien Mathias, en sa qualité d'homme d'Etat socialiste, a fait face à cette tragédie avec humanité, humilité, dignité et empathie dès les premières heures qui ont suivi ce drame. Pour lui, la solidarité et l'empathie ne sont pas de vains mots.

Pourquoi faut-il pareille tragédie pour que les gens retrouvent les vertus et les bienfaits de « faire communauté » ?

Depuis une vingtaine d'années, nos sociétés contemporaines basculent dans une société numérique et s'éloignent de la sociabilité concrète, celle des hommes et des femmes en présence mutuelle qui se parlent et s'écoulent, attentifs les uns aux autres, comme le rappelle avec pertinence le sociologue français David Le Breton dans son essai « La fin de la conversation ? ».



Cette société numérique morcelle le lien social, détruit les anciennes solidarités au profit de celles, abstraites, des réseaux sociaux ou de correspondants physiquement absents. Paradoxalement certains la voient comme une source de « reliance » alors que jamais l'isolement des individus n'a connu une telle ampleur, observe le sociologue.

Plus loin, il constate :

Nous entrons dans une société fantomatique où, même dans les rues, les yeux sont baissés sur l'écran dans un geste d'adoration perpétuelle, et non plus ouverts sur un monde environnant. Dans les cafés, les restaurants, les salles d'attente, les transports en commun, les trains, partout cette absence des visages, de regard, des individus penchés sur leur écran, la tête courbée, à la fois ici et ailleurs.

Et encore :

Nous sommes de moins en moins ensemble, mais de plus en plus côté à côté, les yeux rivés sur nos écrans, sans plus nous regarder.

J'ose croire et espérer que, pour nous, jeunes et vieux socialistes, la solidarité et

le « faire communauté », cité par Mathias Reynard, guide encore et pour toujours notre art de vivre et de militer. Au-delà des slogans des campagnes électorales...

Dans l'esprit de la solidarité intergénérationnelle et du « faire communauté », la *Berner Generationenhaus* a accueilli notre première [Assemblée des délégués](#) de l'année.



La *Berner Generationenhaus* est un lieu public de rencontre et de dialogue social, propriété de la Bourgeoisie de Berne. Elle apporte une contribution sociale et culturelle à la cohésion sociale. Un lieu idéal pour accueillir le PS60+ dont les statuts du PSS disent qu'il « ne se limite pas à la défense d'intérêts spécifique à leur âge, mais il est solidaire avec toutes les générations ».

Ce beau bâtiment de trois étages abritait initialement un hôpital, le *Burgerspital*. Construit dans les années 1730 selon les plans établis en six mois par l'architecte français Joseph Abeille, ce bâtiment est considéré comme l'un des plus beaux exemples d'architecture baroque de la ville de Berne.



Notre coprésident, Dominique Hausser a ouvert [l'Assemblée](#) en regrettant l'absence de notre coprésidente, Rita Schmid, victime d'un perfide virus hivernal.

Il a salué la présence d'une journaliste de la *Neue Zürcher Zeitung (NZZ)* qui prépare un dossier sur les principaux partis politiques, leurs organes et leur fonctionnement. Le PS60+ semble mériter une attention journalistique de la part d'un important quotidien de la droite économique.

Puis notre coprésident a pris congé de deux délégués qui ont souhaité mettre un terme à leur mandat : Christophe Huter du PS60+BS et Jean-Michel Gendre du PS60+FR. Ce dernier est remplacé par Suzanne Gilomen.

Je limiterai mon compte rendu aux deux sujets importants de cette journée, laissant au procès-verbal officiel, diffusé plus tard, le soin de vous informer sur les points relatifs au calendrier des événements et au déroulement des travaux en cours.

Si nos neurones étaient encore un peu engourdis, ils ont été rapidement agités par les propos de notre camarade [Benoît Gaillard](#), conseiller national du canton de Vaud. Il a abordé avec une conviction contagieuse le sujet de *L'avenir de la politique financière – voir clair pour voir loin*. Dans un premier temps, il a démontré combien le thème des finances publiques est devenu une construction idéologique imposée par la droite et les milieux économiques qui ne cessent de marteler que la taille et les dépenses de l'État augmentent continuellement. Il a révélé ce qui est dit et ce qui est caché en expliquant pourquoi en s'appuyant sur des faits officiellement diffusés et illustrés par des graphiques. Il a démontré que, comparativement à d'autres états européens voisins et aux USA, la taille de l'État est stable en Suisse. En plus, en comparaison internationale, la taille de l'État est un des plus modeste en Suisse en considérant les dépenses des administrations publiques en pourcentage du PIB, et de l'emploi dans les administrations publiques en pourcentage de l'emploi total. Il a relevé que les recettes dans le budget de la Confédération sont systématiquement sous-estimées ; pour exemple, en 2024 budget : - 0,3 milliard / résultat : + 2,1 milliards. Alors que l'État accumule de la fortune depuis environ dix ans, le frein à l'endettement l'empêche d'investir en moyenne un milliard de francs de plus par année. Au lieu d'investir, la Suisse réduit sa dette et limite ainsi la possibilité de se doter de nouveaux moyens de production.

Dans un deuxième temps, Benoît a illustré la manière dont le budget a été allégé. Entre 2008 et 2025, les entreprises ont bénéficié d'une réduction de 25% d'impôt. En 40 ans, les hauts revenus ont connu un allègement d'impôt de 20%. De même, les revenus financiers et le capital ont bénéficié de baisses d'impôt successives importantes. En comparaison, la courbe de la charge fiscale par rapport au revenu pour les familles démontre une progressivité défavorable pour la classe moyenne.

Dans un troisième temps, Benoît a dénoncé l'absurdité du paquet d'allègement préconisé par le Conseil fédéral : réduction des dépenses dans la formation, la recherche fondamentale et appliquée, la coopération internationale, l'intégration, les prestations de transport public régional. Il en va de même pour la réduction d'investissements : développement du réseau ferroviaire, infrastructures routières et d'agglomération, rénovation énergétique des bâtiments, nouvelles techniques

de réduction des émissions. Il s'élève contre cette politique à courte vue qui occulte le taux de croissance moyen du PIB d'environ 1,9%, la croissance de la population d'environ 0,8% et ignore l'effet de croissance supplémentaire réalisé par les dépenses d'éducation.

En conclusion de son brillant et tonique exposé, Benoît propose une réforme du frein à l'endettement pour permettre de dépenser au moins autant qu'on encaisse et rendre possibles des investissements d'avenir. Sans oublier une révision de la fiscalité des entreprises, des détenteurs de capitaux et des hauts revenus. En résumé, partir des besoins et se donner les moyens pour assurer la cohésion sociale et le maintien d'une infrastructure de haut niveau et pour faire face aux défis, comme la lutte contre le dérèglement climatique et la compétitivité durable fondée sur l'innovation et la qualité de vie.

C'est aussi ainsi que l'on « fait communauté ».

Après un court temps de questions et de discussion, le Comité directeur a proposé l'adoption d'une résolution. Plusieurs remarques sur le fond et la forme du texte ont convaincu la majorité des délégués de charger le Comité directeur d'améliorer le texte de la résolution et de la soumettre pour adoption lors de la prochaine Assemblée des délégués.

Après un temps de pause bienvenu, nous avons entendu un plaidoyer convaincant et engagé contre l'initiative soutenue par l'UDC en faveur de la réduction de la redevance SSR « 200 francs, ça suffit ! ». Notre camarade [Walter Langenegger](#), vice-président SSR des régions de BE, FR, VS et ancien responsable de la communication de la ville de Berne, a démontré l'impérative raison de rejeter cette proposition dont les conséquences seraient désastreuses, en particulier pour la cohésion nationale. Il a rappelé que la SSR est une organisation qui appartient à nous tous et qui ne peut pas être achetée.

Elle n'est pas tributaire des exigences de rendement de la part d'actionnaires. Elle travaille selon des critères journalistiques sérieux et s'adresse quotidiennement par ses émissions radio et TV à environ 3,5 millions de personnes. La SSR est un service public qui est un élément important de l'infrastructure de notre démocratie par sa contribution à la formation de l'opinion. Bien qu'elle ne soit de loin pas positionnée à gauche comme le prétendent certains milieux de droite, mieux vaut une Suisse avec SSR que sans SSR. Elle offre un rempart contre la désinformation croissante et la propagande tendancieuse diffusées par les médias privés aux mains de propriétaires milliardaires à tendance populiste. Certains exemples présentés illustrent la manipulation des faits et les affirmations fallacieuses.

Après avoir rappelé l'objectif déclaré de l'initiative (redévance limitée à 200 francs, abolition de la contribution des entreprises), l'orateur a commenté les conséquences financières de l'acceptation de l'initiative. Le revenu de la SSR serait réduit de plus de la moitié, soit 800 millions de francs. Cette amputation obligerait des coupes drastiques dans les émissions d'information, de musique, de film et de culture. Elle contraindrait la SSR à supprimer 2400 emplois à plein temps, sans compter les conséquences pour les entreprises privées qui travaillent pour la SSR. Même si elle voulait se limiter à assurer les prestations d'information comme le souhaitent les promoteurs de l'initiative, les ressources ne suffiraient pas, car aujourd'hui, elle consacre 600 millions de francs pour ce domaine. La SSR manquerait aussi de moyens pour s'adapter au passage incontournable vers le

monde des médias numériques.

Même si le Conseil fédéral s'oppose à cette initiative, il adopte une position ambiguë en décidant d'une réduction progressive de la redevance qu'il fixe à 300 francs en 2029, ce qui constraint la SSR à réduire ses dépenses de 270 millions de francs, soit les 17 % de son budget.

L'initiative de l'UDC menace l'existence des studios régionaux qui offrent un journalisme proche de la population, des minorités et des particularités locales.

En conclusion, Walter Langenegger invite à voter NON le 8 mars, car la SSR :

- protège notre démocratie ;
- s'engage contre la désinformation et les « Fake News » ;
- tente de préserver la Suisse de toute influence et propagande ;
- est implantée dans toutes les régions et encourage la diversité des médias ;
- contribue à la cohésion de la Suisse et de ses cultures ;
- la SSR rend visible et tangible la diversité du sport et de la culture suisse.

À l'issue de cet exposé au ton combatif, les délégués ont adopté à l'unanimité une réolution.

Je m'étonne que l'UDC, chantre du patriotisme et des traditions ancestrales, ne mesure pas combien son initiative porte atteinte à la cohésion nationale.

S'opposer avec détermination à cette initiative, c'est aussi défendre le « faire communauté » que prônait notre camarade Mathias Reynard à Crans-Montana.

Votre délégué au PS60+ Suisse
André Liechti